

---

Comité de pilotage AMCC+

Message du Prof. Vêlayoudom Marimoutou, Secrétaire général de la Commission de l'océan Indien

---

Excellences,

Mesdames, Messieurs,

J'ai plaisir à vous retrouver pour la clôture du comité de pilotage du volet régional de l'Alliance mondiale contre le changement climatique, plus connu comme l'AMCC+.

Ce projet mis en œuvre par la Commission de l'océan Indien à travers le partenariat entre le Secrétariat de l'Organisation des Etats d'Afrique, de la Caraïbe et du Pacifique et l'Union européenne est important à plus d'un titre :

- D'abord, parce que nos Etats insulaires vivent concrètement les effets du changement climatique ce qui en fait des exemples visibles de ce qui attend le monde ;
- Ensuite, parce que la diplomatie climatique est devenue depuis l'Accord de Paris sur le climat l'un des fondements des relations internationales – le retour des Etats-Unis dans cet Accord est d'ailleurs une bonne nouvelle qui doit nous rassurer sur l'engagement continu de la communauté internationale ;
- Enfin, parce que les capacités de nos îles à faire valoir leurs besoins spécifiques et immédiats doivent être renforcées.

Je souhaite aussi souligner combien il est indispensable pour nos îles du Sud-Ouest de l'océan Indien, et plus largement pour toutes les îles africaines, d'être entendues au niveau continental et, ce faisant, dans le cadre d'un partenariat Post-Cotonou dont la redéfinition des contours pourrait amoindrir notre visibilité contrairement à celle de nos pairs des Caraïbes et du Pacifique.

Le volet régional de l'AMCC+ constitue un levier intéressant pour notre diplomatie climatique insulaire et africaine. Vous, les représentants de nos Etats qui siégez au Comité de pilotage de notre projet, formez une première ligne de promotion et de plaidoyer auprès des Etats. Votre capacité à sensibiliser et engager les administrations nationales est nécessaire pour renforcer le dialogue politique sur le climat entre nos îles pour parler d'une même voix au sein de l'Union africaine et les partenaires au développement.

A cet égard, j'insiste sur le rôle fédérateur que doit jouer la Commission des îles africaines sur le climat présidée par la République des Seychelles. La COI à travers ce projet apporte ainsi son appui pour renforcer le dialogue avec nos îles sœurs de toute l'Afrique et offrir une e pour les échanges permettant de dégager des positions communes. Aussi, nous devons veiller à ce que l'impact économique de la pandémie de Covid-19 dans nos îles et les urgences socioéconomiques pour la reprise ne relèguent pas au second plan la priorité de l'enjeu climatique parce que c'est une question structurelle quant à notre avenir.

La COI, seule organisation africaine exclusivement insulaire, a ici un rôle de soutien et de facilitateur ; c'est une responsabilité. Et cette année 2021 sera décisive : la COP26 et le

---

Sommet mondial sur la biodiversité sont deux grands rendez-vous de l'agenda mondial. D'ici le mois de juin, les Nations unies lanceront également la décennie sur les océans. Nos territoires, qui sont des géants maritimes mais dont les littoraux sont menacés par l'érosion et l'élévation du niveau des mers, doivent aussi être des voix audibles pour appeler, non pas à une prise de conscience de la réalité des drames qui s'annoncent, mais à une action ambitieuse. Vous l'aurez compris, nos îles doivent être entendues.

Cette voix insulaire n'est pas que celle des décideurs politiques. C'est aussi celle de la jeunesse ; une jeunesse consciente des enjeux, mobilisée et engagée, soucieuse d'agir et de peser sur le cours des choses. Il est question de leur avenir. Nous devons les écouter et les impliquer dans nos processus.

Je me réjouis que ce projet prenne en compte la jeunesse en lui donnant la possibilité à travers les dialogues nationaux et régionaux de faire valoir leurs idées dans le dialogue mondial sur le climat. C'est une occasion aussi de les engager en faveur de la recherche scientifique, notamment avec le concours de l'Association des sciences marines du Sud-Ouest de l'océan Indien. Cette jeunesse insulaire veut être de la partie, elle veut avoir une place à table et nous devons la lui donner. Nous le voyons dans notre région où des groupes de jeunes conduisent des projets de reconstitution des récifs ou interpellent sur la pollution marine plastique. Nous l'avons vu aussi lorsque Maurice a été touchée par la pollution du Wakashio.

Parallèlement, nous devons accélérer le mouvement pour la préparation à ces rencontres internationales et pour développer de nouvelles compétences régionales et nationales. L'universitaire que je suis est totalement convaincu de la plus-value d'un réseau des universités, du lien entre recherche scientifique et élaboration de politiques publiques, et de la science pour développer des solutions adaptées aux réalités de nos territoires.

Ce projet nous offre la possibilité d'aller plus loin dans la coopération universitaire dans le domaine du changement climatique. Je porterai une attention particulière à cette activité au cours de cette année. La COI devra à ce titre veiller aux effets de liaison vertueux entre les différents projets qu'elle met en œuvre, notamment sur le renforcement des capacités hydrométéorologiques et du suivi de l'environnement marin et côtier grâce aux technologies d'observation de la Terre. Je souhaite d'ailleurs que vous puissiez participer au forum que nous organiserons avec l'Institut Océanographique de Maurice et l'Union africaine dans le cadre du projet GMES et Afrique à la fin de ce semestre. Ce sera l'occasion de prendre la mesure de l'utilité concrète de la technologie spatiale pour le suivi de l'environnement, le climat ou encore la gestion des pêches.

Le Secrétariat général de la COI est très attentif aux recommandations du Comité de pilotage. Je sais qu'il est important d'accélérer la mise en œuvre des activités qui n'ont pu être conduites, pour des raisons évidentes, en 2020. Je crains néanmoins que cette nouvelle année soit aussi largement dominée par l'impact de la pandémie et l'émergence de variants inattendus. Il nous faudra donc composer avec un contexte tendu et des contextes hétérogènes face à la maladie. Les équipes du Secrétariat général de la COI trouveront avec

vous les solutions permettant de rattraper les retards et d'atteindre les objectifs que nous nous sommes fixés. Vous pouvez compter sur notre engagement ferme.

Avant de terminer, je souhaite remercier l'Organisation des Etats des ACP pour avoir associé la COI à cette alliance mondiale pour le climat. Je souhaite que nous puissions capitaliser sur cette activité commune pour bâtir un partenariat plus solide et diversifié en faveur des îles d'Afrique. A cet égard, je souhaite que nous puissions mieux nous rapprocher des îles des Caraïbes et du Pacifique à travers le « Climate Resilience Island Partnership ». Je tiens également à adresser nos remerciements à l'Union européenne qui fait de la diplomatie climatique, à juste titre, une priorité de son action extérieure.

Je vous remercie de votre attention et je déclare la clôture de notre session de travail.